



Assemblée générale

Distr. générale
19 avril 2013
Français
Original: anglais

**Comité des utilisations pacifiques
de l'espace extra-atmosphérique**
Cinquante-sixième session
Vienne, 12-21 juin 2013


Rapport sur la Réunion d'experts internationaux consacrée à la cartographie participative aux fins de la gestion des risques de catastrophe et des interventions d'urgence, tenue à Vienne du 3 au 5 décembre 2012

I. Introduction

1. Dans sa résolution 61/110, l'Assemblée générale a décidé d'établir le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER) pour garantir à tous les pays et à toutes les organisations internationales et régionales compétentes l'accès à tous les types d'informations et de services spatiaux pertinents pour la gestion des catastrophes et des risques de catastrophes afin d'appuyer le cycle complet de la gestion des catastrophes, et est convenue que ce programme serait mis en œuvre par le Bureau des affaires spatiales du Secrétariat.
2. À sa cinquante et unième session, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique est convenu que les rapports d'avancement relatifs au programme UN-SPIDER et à ses futurs plans de travail seraient examinés par le Sous-Comité scientifique et technique sous un point ordinaire de l'ordre du jour consacré au recours à des systèmes spatiaux pour la gestion des catastrophes, et que ce point figurerait dans la liste des questions à examiner par son groupe de travail plénier.
3. On trouvera dans le présent rapport un résumé des débats de la troisième Réunion d'experts UN-SPIDER consacrée à la cartographie participative aux fins de la gestion des risques de catastrophe et des interventions d'urgence qui s'est tenue à Vienne du 3 au 5 décembre 2012 dans le cadre du projet intitulé "Information spatiale au service de la cartographie participative". Un rapport plus détaillé de cette activité a été soumis sous forme de document de séance à la cinquantième session du Sous-Comité scientifique et technique qui s'est tenue en février 2013.

V.13-82811 (F)



Merci de recycler 

II. Historique et objectifs

4. Ces dernières années, les progrès technologiques réalisés ont permis aux bénévoles et aux techniciens d'apporter un appui croissant à la préparation aux catastrophes et aux interventions d'urgence. Ce qui est important dans cette activité virtuelle c'est qu'elle permet la consultation et l'utilisation de l'imagerie satellitaire, et le recours à d'autres techniques spatiales, telles que les satellites de télécommunications et les systèmes mondiaux de navigation par satellite.

5. L'ONU reconnaît l'importance de ces nouvelles méthodes de gestion des risques de catastrophe et d'intervention d'urgence, comme en témoignent la part prise par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires à la demande d'une plate-forme de cartographie de crise en Libye, l'appui que le Bureau et la Fondation pour les Nations Unies ont apporté à la publication du rapport 2011 de la Harvard Humanitarian Initiative, intitulé "Disaster relief 2.0: the future of information sharing in humanitarian emergencies" et le partenariat du Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire à l'Afghanistan avec le Réseau numérique humanitaire. Le Bureau des affaires spatiales et le programme UN-SPIDER ont également reconnu l'importance de ces contributions en organisant depuis 2011 une série d'ateliers tendant à créer une plate-forme d'échange permettant d'établir la liaison entre les spécialistes des techniques spatiales et ceux de la cartographie participative, les responsables de la gestion des catastrophes et les réseaux sociaux.

6. Le programme UN-SPIDER est on ne peut mieux placé pour mener à bien ce projet compte tenu de son mandat et du rôle qu'il assume au sein du système des Nations Unies, de ses réseaux qui regroupent les institutions nationales chargées de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence ainsi que les experts des techniques spatiales, et de la base technique sur laquelle il repose, en particulier dans le domaine des technologies de l'information.

7. La première activité de ce projet a été la tenue d'une réunion d'experts à Vienne les 5 et 6 juillet 2011. Cette réunion avait pour objet d'obtenir l'avis d'experts de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence sur la façon de produire et/ou d'adapter les données pour qu'on puisse les utiliser efficacement, de s'enquérir des applications et des produits nouveaux que pourraient élaborer les praticiens de la cartographie participative pour appuyer la préparation aux catastrophes et les interventions d'urgence et d'obtenir des indications sur la manière d'utiliser les solutions existantes pour faciliter le partage d'informations entre spécialistes de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence.

8. La seconde activité de ce projet a été la tenue d'une réunion d'experts à Genève le 16 novembre 2011, qui visait essentiellement à débattre des moyens d'améliorer la coordination entre les praticiens de la cartographie participative et les spécialistes des techniques spatiales et de faire mieux participer les premiers de manière à faciliter la préparation et le traitement des produits spatiaux utilisés par les spécialistes de la réduction des risques de catastrophe et des interventions d'urgence. Les débats se sont centrés sur les possibilités offertes pour mettre les informations spatiales à la disposition de ces spécialistes notamment en leur permettant de les consulter et de les exploiter ainsi que sur une participation accrue des mécanismes existants afin d'accroître la coordination et la coopération entre les

trois communautés (cartographie participative, gestion des catastrophes et des interventions d'urgence, et techniques spatiales).

9. La troisième activité prévue par le projet a été la tenue d'une réunion d'experts à Vienne du 3 au 5 décembre 2012 dans le but précis de déterminer comment les techniques spatiales pouvaient contribuer au travail des bénévoles et des techniciens et de répondre au besoin de mieux définir la façon de rapprocher les nombreux secteurs impliqués dans le soutien des activités de cartographie participative. Amener les trois communautés (cartographie participative, gestion des catastrophes et des interventions d'urgence, et techniques spatiales) à confronter les informations dont elles disposent dans leurs domaines de compétence respectifs a permis de mieux comprendre les questions qui se posent et la manière dont les techniques spatiales pourraient aider à y répondre. Cela a également contribué à assurer une coopération plus étroite entre les trois communautés et à leur permettre de mieux se comprendre et leur a donné la possibilité d'envisager un exercice de simulation dans les mois à venir.

III. Programme

10. La Réunion d'experts s'est ouverte sur des interventions de représentants du Bureau des affaires spatiales, du Gouvernement autrichien, de l'Agence autrichienne de promotion de la recherche et de la Secure World Foundation.

11. Le programme de travail a consisté en sept séances plénières et trois séances en petits groupes. Lors des séances plénières, des exposés liminaires ont été présentés pour donner un aperçu de divers sujets à examiner et permettre aux trois communautés de présenter leurs domaines de compétence. Une séance d'"amorçage" du débat a permis au plus grand nombre possible d'experts de présenter leurs idées de manière concise.

12. Afin de faciliter les discussions thématiques dans le cadre des séances en petits groupes, tous les participants se sont vu rattacher à l'un des trois groupes. Chaque groupe comprenait des experts des trois communautés.

13. Le domaine thématique traité pendant la première séance de groupe l'a été sous la forme d'une présentation de profils de pays et de discussions sur d'éventuels exercices de simulation.

14. Au cours d'une séance plénière ultérieure et d'une discussion de groupe, les sujets suivants ont été assignés à la deuxième et la troisième séance de groupe:

Séance de groupe deux:

a) Comment les informations spatiales pourraient-elles rendre les données plus fiables? Les informations spatiales peuvent-elles servir à homologuer des données? Intégration des informations géospatiales de source spatiale avec les données obtenues par externalisation ouverte;

b) Qualité et fiabilité des données obtenues par externalisation ouverte en vue de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence;

c) Risques et solutions concernant les données obtenues grâce aux médias sociaux.

Séance de groupe trois:

- a) Exploitation sous licence;
- b) Lignes directrices et définitions;
- c) Partenariats et groupes de travail.

IV. Participants

15. Ont participé à la Réunion d'experts 83 spécialistes et praticiens venus des 33 pays suivants: Algérie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Brésil, Canada, Chine, Colombie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Grèce, Hongrie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Pologne, Qatar, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Suède, Suisse et Yémen.

16. Ont également participé à la réunion des représentants de plusieurs organismes du système des Nations Unies, d'agences spatiales et d'agences de télédétection, d'agences nationales, régionales et internationales de gestion des catastrophes et d'agences de protection civile ainsi que divers praticiens de la cartographie participative représentant des réseaux bénévoles, des organisations non gouvernementales (ONG), des groupes d'experts, des universités, des instituts de recherche et le secteur privé.

V. Présentations et séance plénière

17. Après l'ouverture officielle de la Réunion d'experts, les participants ont écouté cinq exposés liminaires. Le programme UN-SPIDER et la Secure World Foundation les ont informés de leurs activités dans le domaine de la cartographie participative. Après quoi, le Bureau des affaires spatiales a présenté des informations sur le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et sur l'Agenda pour le développement de l'ONU. Ont suivi des exposés sur l'exercice de simulation du Samoa qui était un produit de la Réunion d'experts du programme UN-SPIDER tenue à Genève en novembre 2011. La séance d'ouverture s'est terminée par un exposé sur les efforts déployés par les praticiens de la cartographie participative à l'occasion de l'ouragan Sandy et sur leur apport précieux aux mesures prises pour faire face à cette catastrophe.

18. À la suite des exposés liminaires, une séance d'"amorçage" du débat a été organisée à l'intention des nombreux experts qui assistaient à la réunion. À cette séance, 10 exposés d'une durée de cinq minutes ont été faits sur une série de sujets, dont les suivants:

Externalisation ouverte et connaissances locales

Combiner les informations satellitaires et les connaissances locales pour établir un plan de réaction en cas de catastrophes

Préparation à l'éventualité d'inondations – applications futures?

Journalisme d'urgence en une époque d'avalanches de données

Le Service de gestion des urgences dans le cadre du programme Copernic de l'union européenne

Cartographie participative et alerte rapide en cas de risques naturels au Brésil

Externalisation ouverte aux fins de l'administration foncière

Cartographie de crise en Fédération de Russie

Les discussions d'«amorçage» se sont révélées d'une importance cruciale pour une meilleure compréhension de la cartographie participative, des rôles et des activités des différentes communautés et de diverses initiatives et possibilités.

19. Au cours des exposés faits pendant les séances plénières, des représentants des praticiens de la cartographie participative ont donné un aperçu de leurs expériences respectives dans divers domaines thématiques, de leurs compétences et de quelques aspects et méthodes propres à l'externalisation ouverte. Les séances, non seulement ont permis de donner d'excellents exemples d'utilisation de l'externalisation ouverte pour faire face aux catastrophes et des difficultés rencontrées dans ce domaine, mais elles ont aussi fourni des indications précieuses sur les problèmes techniques et leurs solutions.

20. Les interventions qui ont fait suite aux exposés ont aidé les différentes communautés à mieux comprendre comment utiliser les techniques spatiales et les informations géospatiales dans divers domaines. Beaucoup d'équipes nationales chargées des systèmes d'information géographique ont indiqué qu'elles accordaient la priorité à la désertification tandis que d'autres ont souligné l'intérêt qu'il y avait à ne pas sous-estimer d'autres catastrophes telles que les éruptions volcaniques.

VI. Séances en petits groupes

21. Les discussions qui se sont tenues au cours des séances en petits groupes ont permis un échange structuré sur une série de sujets élaborés au cours d'une séance plénière et communiqués aux membres des groupes par le Comité d'organisation.

Séance de groupe un

Présentation de profils de pays préétablis et discussions sur d'éventuels exercices de simulation

22. Des représentants d'organisations venus de l'Algérie, de l'Indonésie, de la Jamaïque, du Mozambique, du Nigéria et du Samoa ont été invités à présenter des profils de pays qui donnent différentes possibilités d'exercice de simulation. Il a été proposé de prévoir un exercice de simulation à mener en 2013 mais le débat a porté sur ce que devrait être le contexte ou les conditions dans lesquels devrait se dérouler tout exercice de simulation pour optimiser les contributions de chaque communauté et créer véritablement un modèle de planification et d'action.

23. Pour répondre aux attentes spécifiques de chaque communauté, il a été convenu qu'il fallait s'entendre sur une série de définitions. Ces définitions devaient concerner les différentes phases d'une catastrophe afin de s'assurer que les différents besoins propres à chaque phase étaient bien compris de la même manière par tous.

24. La séance de groupe a fait ressortir qu'il n'était pas facile pour les organismes concernés d'obtenir les données et les images nécessaires à la préparation d'une simulation. Le programme Copernic de l'Union européenne, par exemple, visait des types d'utilisateurs particuliers et offrait une série de produits accessibles au public. D'autres problèmes tels que le stockage et la diffusion des données ont également été examinés.

25. Les participants sont convenus qu'un produit important de tout exercice de simulation devait être l'amélioration de la communication entre les autorités et les communautés. Une formation dispensée et des exercices faisant intervenir les utilisateurs finals organisés au cours de la simulation renforceraient l'efficacité globale des mesures d'intervention.

Séance de groupe deux

Comment les informations spatiales pourraient-elles rendre les données plus fiables? Les informations spatiales peuvent-elles servir à homologuer des données?

26. Le débat a porté sur l'importance d'un dialogue interactif entre les communautés, sur l'intérêt de recourir à l'externalisation ouverte pour donner les moyens nécessaires aux décideurs et sur le rôle que les praticiens de la cartographie participative peuvent jouer dans le domaine de la cartographie des zones à risques. Le groupe a également discuté des avantages de l'homologation par externalisation ouverte et de l'homologation des données d'une manière générale, par exemple en ce qui concerne la préparation à la sécheresse.

Qualité et fiabilité des données obtenues par externalisation ouverte pour la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence

27. Il a été noté que la qualité d'un produit dépendait souvent des besoins de l'utilisateur et de l'utilisation escomptée de ce produit et que l'on pouvait définir différemment la qualité et la fiabilité selon qu'il s'agissait d'une utilisation par des communautés locales ou d'une utilisation officielle.

28. Le groupe a conclu que l'on pouvait retenir deux critères pour l'amélioration de la qualité des données. Premièrement, la qualité dépendait fortement de qui fournissait les profils d'utilisateurs de données, avec notamment une distinction entre utilisateurs anonymes et utilisateurs enregistrés et entre le grand public et des sous-groupes de personnes en qui on avait confiance. Deuxièmement, il importait de filtrer les données, par exemple en s'enquérant de l'origine des informations ou en établissant un cadre dans lequel le public vérifiait ce que disait le public, tout en respectant les politiques et les pratiques en matière de transparence et d'accès ouvert aux données.

29. Il a été souligné que l'élaboration de normes, de directives et de pratiques faciliteraient l'échange et la transférabilité de données entre les communautés ce qui aurait pour effet d'améliorer la qualité (du format des données, de la taxonomie, de symbologie, etc.).

30. S'agissant de ce que les spécialistes des techniques spatiales attendaient des praticiens de la cartographie participative, les participants ont mis en avant le besoin d'homologuer les données reçues des utilisateurs finals ainsi que le besoin

d'échanger des informations entre différents partenaires au cours de l'intervention d'urgence.

31. Améliorer la communication et la publicité des activités d'externalisation ouverte aiderait beaucoup à soutenir les efforts déployés par les praticiens de la cartographie participative.

Risques et solutions concernant les données obtenues au moyen des médias sociaux

32. Les participants ont relevé que des médias sociaux tels que Facebook et Twitter ne s'inscrivaient pas seulement dans une nouvelle décennie de journalisme mais constituaient également un nouvel outil très utile de gestion des catastrophes. Le recours aux médias sociaux pourrait améliorer la gestion des informations dans le cadre des interventions d'urgence et des alertes rapides. On voyait donc une avancée dans le recours aux médias sociaux même si la fiabilité n'était pas encore tout à fait assurée. L'acheminement des informations par les médias sociaux pourrait constituer un outil utile à la gestion des catastrophes essentiellement du fait de la rapidité de ces informations.

33. On a traité du besoin de définir structure et hiérarchie pour prendre en compte le rapport entre l'externalisation ouverte et les médias sociaux. Les utilisateurs de ces derniers ignoraient souvent que les informations qu'ils fournissaient pourraient servir à des interventions en cas de catastrophe. Il fallait donc des techniques, des méthodes et des outils pour informer ces utilisateurs. Une solution possible pour améliorer le système d'homologation des informations transmises par les médias sociaux pourrait être de mettre en place un système d'information en retour ou un système permettant à d'autres personnes "d'évaluer la personne" qui avait communiqué les informations.

34. Les parties prenantes recourant aux médias sociaux pour gérer les catastrophes doivent être identifiées (ONG, gouvernements etc.). Le groupe a étudié la possibilité de sensibiliser les ONG et les gouvernements aux moyens qu'offrent les médias sociaux pour diffuser des informations importantes pendant une crise.

Séance de groupe trois Exploitation sous licence

35. On s'est intéressé à plusieurs des possibilités offertes pour accéder aux informations spatiales et pour les intégrer, en se penchant notamment sur des questions d'exploitation sous licence d'images satellitaires et aériennes, d'accès aux mécanismes existants de fourniture d'images, de délais de disponibilité en matière de préparation et d'intervention et de capacité à distinguer les produits et les processus nécessaires selon le type de catastrophe.

36. Les représentants des spécialistes de la gestion des interventions d'urgence ont également réclamé un accès plus facile et à un coût raisonnable aux informations spatiales, en particulier aux archives, pour se préparer et faire face aux catastrophes. Le groupe s'est également penché sur la nécessité de l'accès à des centres d'information et de documentation. S'agissant des critères à respecter pour les données, ces dernières devraient être faciles à gérer et à traiter mais également fiables et devraient procurer des renseignements en temps réel sur l'emplacement des catastrophes et des dommages. Un système adapté et un cadre permettant de

gérer ces données s'imposaient. On a également souligné le besoin de disposer régulièrement d'images à haute résolution avant qu'un événement ne se produise.

37. Le groupe a traité de la question du financement. Il a été dit que ni les organismes des Nations Unies ni les agences spatiales nationales ne pouvaient fournir gratuitement des images aux responsables de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence. La nécessité de l'exploitation sous licence a été considérée comme constituant un obstacle majeur. Plusieurs mécanismes internationaux s'intéressaient actuellement à la possibilité de partager des images satellitaires. Les participants ont été informés que le Service géologique des États-Unis garantirait l'accès à des images à haute résolution si elle se trouvait impliquée dans une intervention. Le groupe a également étudié la possibilité de mettre les ressources en commun et d'acheter des images grâce à une licence pluri-institutions, puisque normalement les licences sont limitées au nombre d'organisations qui peuvent utiliser les images.

38. Le groupe a envisagé diverses formes de partenariats secteur public-secteur privé avec des fournisseurs d'images, des organisations internationales et des prestataires de services susceptibles de faciliter l'accès des diverses communautés aux données et aux informations ainsi que le stockage et la diffusion de ces dernières.

Lignes directrices et définitions

39. Le groupe a discuté de l'intérêt qu'il y aurait à établir une définition claire de l'externalisation ouverte (en anglais "crowdsourcing") qui devrait être accompagnée de lignes directrices en vue d'une bonne utilisation des ressources obtenues grâce à cette externalisation ouverte. Il était également nécessaire de préciser les diverses formes, dimensions et tailles que peut prendre le "public" (en anglais "crowd") mis à contribution.

40. On a noté qu'aucune des communautés ne recourait exclusivement à des méthodes d'externalisation ouverte. La méthode finalement utilisée dépendait de la phase du cycle de gestion de la catastrophe où l'on se trouvait ainsi que de différents modèles d'externalisation ouverte. La communauté des praticiens de la cartographie participative se composait apparemment d'acteurs nombreux et divers dont des associations bénévoles, des ONG, des particuliers et des entités du secteur privé.

Partenariats et groupes de travail

41. Le groupe a étudié certains aspects de la coordination entre les praticiens de la cartographie participative et les spécialistes des interventions d'urgence. Une difficulté a été relevée, à savoir que les seconds n'étaient pas nécessairement au courant des possibilités qu'offrait l'externalisation ouverte.

42. On a déterminé qu'une formation était nécessaire pour permettre aux groupes techniques de mieux comprendre les besoins des utilisateurs aux niveaux local et national. Les simulations et les rencontres de formation donnaient toujours d'excellentes occasions d'établir des partenariats.

43. Les spécialistes des techniques spatiales ont demandé aux praticiens de la cartographie participative d'établir une interaction plus étroite avec les utilisateurs

finals pour déterminer leurs besoins. Même si l'on a souvent estimé qu'il était varié voire par essence chaotique, le "public" mis à contribution pour l'externalisation ouverte était néanmoins à même de travailler en respectant des protocoles et des normes. Un canal de communication entre les communautés et les organismes était nécessaire pour trouver les informations plus facilement et aider à combler le fossé entre les besoins, les données et les produits de l'externalisation ouverte. S'agissant de la manière de mettre les ressources obtenues par externalisation ouverte à la disposition des communautés locales dans les pays en développement, on a fait valoir que de nombreux pays ne pouvaient pas encore compter sur l'appui de bénévoles. Cependant, l'expérience a montré que l'implication de communautés locales s'était révélée propice au partage de données et à l'utilisation des nouvelles techniques et méthodes.

44. Les spécialistes des techniques spatiales ont demandé que les spécialistes de la gestion des catastrophes et ceux des interventions d'urgence partagent les rapports et les analyses disponibles sur les activités relatives à la sensibilisation aux risques et aux réactions aux situations d'urgence ainsi que sur leurs mécanismes standard d'intervention. S'agissant de la préparation aux catastrophes, le groupe a suggéré qu'il faudrait disposer de plus de renseignements sur le type de données et de produits nécessaires selon les phases des interventions, que des scénarios devraient être mis en place pour ce qui est des informations spatiales et que des bases de données sur les zones vulnérables devraient être créées dans le cadre de partenariats.

45. Le groupe a recommandé la création d'une plate-forme publique qui faciliterait la collaboration entre les participants en aidant à l'échange et au partage de données. Une telle plate-forme permettrait également de souder davantage les communautés.

VII. Recommandations

46. Le présent rapport fait état des discussions qui ont eu lieu pendant la Réunion d'experts et souligne le fait que sujet et domaine thématique demandent encore à être clairement définis. À cet égard, il a été proposé de créer un wiki pour permettre aux représentants de toutes les communautés de travailler sur les questions de taxonomie et de méthodologie.

47. Une autre question essentielle concerne la manière dont les divers groupes peuvent coopérer sans qu'il y ait double emploi des efforts. Il s'agirait pour cela de préciser ce que toutes les communautés font et de donner le moyen de diffuser les informations existantes. Il a été considéré à cet égard qu'il serait utile de mieux comprendre les points forts et les possibilités propres aux trois communautés (cartographie participative, gestion des catastrophes et interventions d'urgence et techniques spatiales).

48. La Réunion d'experts a montré qu'aucune des communautés n'avait exactement connaissance ou ne tenait compte des attentes et des recommandations des autres parties concernées. Il a été proposé d'élaborer des lignes directrices qui aideraient à favoriser cette compréhension et à proposer des solutions pour l'avenir. Il a été souligné qu'il était important d'attirer l'attention avant tout sur les initiatives existantes telles que le Réseau numérique humanitaire ou le Réseau international

des cartographes de crise qui pourraient encore bénéficier d'une meilleure coordination et d'un plus grand appui extérieur.

49. Il a été recommandé que le programme UN-SPIDER fasse office de médiateur entre les communautés dans la mesure où son mandat et son portail de connaissances étaient déjà en place. Il a néanmoins été souligné que ce programme ne devait être ni partie prenante ni propriétaire des mécanismes envisagés mais plutôt fonctionner comme la courroie de transmission et le trait d'union entre les efforts de tous. On s'est également demandé qui dirigerait ces efforts au nom des communautés et comment se présenteraient les nouvelles phases. Il a été recommandé que le programme UN-SPIDER aide à réunir la documentation nécessaire et facilite l'interaction entre les groupes.

50. On a estimé que le programme UN-SPIDER avait un rôle particulier à jouer en matière de préparation aux catastrophes, de diffusion de l'information et de sensibilisation. L'avis a été qu'il était bien placé pour s'adresser aux décideurs et les inviter à prendre part aux activités pertinentes. Le programme devrait également pouvoir faciliter l'élaboration d'un glossaire ou d'un lexique propre à chaque communauté qui serait utile aux autres groupes participants.

51. Afin que les diverses communautés puissent comprendre leurs caractéristiques essentielles et leurs grandes orientations, il a été proposé de procéder, à la suite de la Réunion d'experts, à une étude de leurs besoins et de leurs attentes. Il a été demandé au programme UN-SPIDER d'effectuer cette étude compte tenu du réseau dont il disposait et du fait qu'il se trouvait au centre des trois communautés.

52. Le programme UN-SPIDER devait continuer de promouvoir l'idée de l'externalisation ouverte pendant les missions consultatives techniques et de veiller à ce que ces communautés s'intègrent mieux dans les procédures nationales de gestion des catastrophes.

53. Pendant la séance de groupe, on a évoqué la possibilité d'un exercice de simulation à la Jamaïque. La structure gouvernementale déjà en place et le contexte connu devrait offrir un cadre parfait pour un tel projet. À la demande du Gouvernement jamaïcain, une proposition détaillée pourrait être préparée en 2013 de concert avec divers partenaires.

54. Il a été proposé de mettre en place une plate-forme publique intégrée à l'intention des praticiens de la cartographie participative. Il devrait s'agir d'une plate-forme où tout le monde pourrait participer et qui devrait tendre à assurer une meilleure collaboration entre les participants. Le partage des données améliorerait la productivité du travail de chaque groupe de participants qui pourrait également être homologué dans ce cadre. La plate-forme pourrait communiquer les données à la communauté.

55. Les praticiens de la cartographie participative ont demandé aux spécialistes de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence d'envisager un canal de communication direct et de préciser de quelle catégorie d'informations et de quel protocole de vérification on avait besoin en cas d'urgence (format et typologie). Il a également été demandé quelles données on aurait besoin de cartographier dans le cadre de la préparation aux catastrophes et quels seraient les paramètres de qualité et de promptitude.

56. Une question importante a été soulevée, celle de savoir comment faire participer les praticiens de la cartographie participative à des activités, notamment dans le cadre des efforts de préparation et d'atténuation des effets des catastrophes. À cet égard on a exprimé le besoin de créer un espace permanent de communication, comprenant un cadre et des instruments de communication ouverte. L'action de suivi proposé consistait à mettre en place une plate-forme publique qui faciliterait la collaboration entre les participants en aidant à l'échange et au partage de données. Une telle plate-forme aurait également pour effet de souder davantage les communautés.

57. On pourrait encourager les organismes du système des Nations Unies à suivre de bonnes pratiques mais on décelait encore un manque de collaboration entre les communautés. L'existence de normes différentes compliquant encore la collaboration, diverses initiatives s'imposaient: un document définissant les termes et les descriptions sémantiques, un énoncé plus exact de besoins et d'explications clairs pour les produits attendus, un effort pour mieux faire comprendre les protocoles et les processus internes et un renforcement de la confiance dans les méthodes et techniques nouvelles.

58. La Réunion d'experts a noté que diverses conclusions issues des deux premières réunions sur la cartographie participative avaient été reprises au cours de la troisième Réunion d'experts et qu'on les retrouvait donc dans le présent rapport.